

# informations

midi-pyrénées

la  
cgt

comité régional

Comité Régional CGT Midi-Pyrénées



Vos luttes dans la région  
Transports urbains



A la une  
Une nouvelle année



Vie syndicale  
Distri Center, pour la dignité

Dossier

## Conférence Régionale

entretien avec Martine BERNARD-ROIGT, secrétaire régionale



N°168 décembre 2006

## Dossier

### Conférence Régionale



Editorial .....	2
A la une .....	3
• Une nouvelle année !	
Vos luttes dans la région .....	4
• Conférence de presse	
• Tisséo	
• FAPT	
• Albi	
Professions .....	5
• CGT, 1 <sup>er</sup> organisation	
• Cheminots	
Activité Régionale .....	6
• Rencontre AGEN	
• 1936	
Dossier .....	7-10
• Conférence régionale	
• Une préparation inédite	
• Un collectif de préparation	
• Forum CAHORS	
Activité CGT/CESR .....	11
• Actualité	
• Rencontre avec...	
Actualité CESR .....	12
• Nos interventions	
Vie Syndicale .....	13
• Distri-Center	
• Racisme	
Aménagement territoire .....	14
• POLT	
Brèves .....	15
• CSI Montpellier	
• Santé Auch	
• CGT Haute-Ariège	

**L**e conseil du Comité Régional du 4 décembre 2006 a acté le lancement de la préparation de la 10<sup>e</sup> conférence régionale qui aura lieu les 6 et 7 décembre 2007.

La mise en place d'un collectif pour piloter cette préparation doit nous permettre en lien avec les décisions prises lors du 48<sup>e</sup> congrès de faire évoluer l'outil régional CGT.

Le bilan depuis la dernière conférence fait ressortir une activité dense et diversifiée en cohérence avec les enjeux revendicatifs régionaux.

Le collectif aura à charge d'affiner ce bilan et de tirer les enseignements du travail initié avec les professions, là où nous avons pesé et créé une nouvelle dynamique, mais également là où nous devons modifier nos modes de fonctionnement pour permettre de construire une démarche revendicative ancrée dans les territoires au plus près des préoccupations des salariés de Midi-Pyrénées.

Face aux enjeux régionaux, nous devons rendre plus lisible les propositions de la CGT et montrer que d'autres choix sont possibles. Comment relever le défi du développement économique ?

Comment peser sur les stratégies des politiques publiques ? Comment créer une mobilisation forte autour des enjeux de l'emploi industriel ?

Comment œuvrer pour lutter contre la dégradation et l'inégalité de l'offre de services publics selon les territoires ? Comment mettre en évidence le développement régional déséquilibré entre la métropole toulousaine et les autres territoires ?

Nous ne partons pas de rien, la mise en place du conseil du Comité Régional lors de la dernière conférence régionale auquel les secrétaires régionaux des professions participent et la construction de l'activité régionale en lien avec les syndicats ont permis sur des problématiques comme le devenir des filières bois papier et textile, santé au travail, services publics, canceropôle et aéronautique de rendre non seulement lisible nos propositions, mais qu'ensemble, avec les professions et les syndicats, d'élaborer les revendications et construire les luttes.

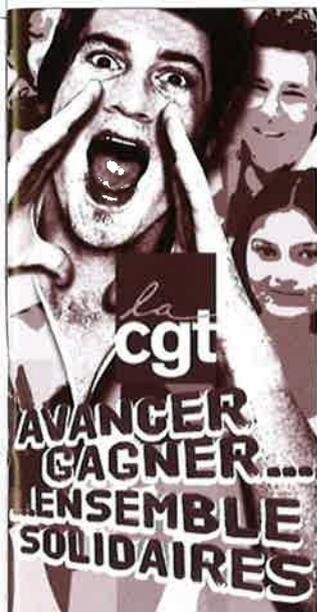


**Philippe MOITRY**  
Secrétariat régional  
22 décembre 2006

**midi-pyrénées**  
**la cgt**  
Bourse du Travail  
19, place Saint-Sernin  
BP 7094  
31070 Toulouse cedex 7

Prix : 1 € • N° 168 • Décembre 2006  
N° d'inscription à la CP 0206S05720  
ISSN 1950-4926

Directrice de la Publication :  
Martine Bernard-Roigt  
Tél. 05 61 23 35 52 - Fax 05 61 21 06 67  
e-mail : cgt.cmp@wanadoo.fr  
Crédit photos : Jean-Philippe ARLES  
Imprimé par Les Capilouls



# Une nouvelle année commence... !

avancer, gagner... ensemble solidaires !

Une année s'achève sur une intense activité syndicale régionale tel qu'en donne un aperçu ce Bulletin régional. En effet la dernière période a été marquée pour les salariés-es et la population de Midi-Pyrénées par d'importantes inquiétudes face aux choix des grands groupes. L'aéronautique et les décisions d'AIRBUS ont des conséquences dramatiques pour l'emploi des salariés-es et le développement des territoires de notre région. D'ailleurs les premières annonces chez les sous-traitants confirment les craintes que nous avons exprimées dès l'annonce des mesures. Aussi, nous pouvions légitimement penser que la réunion organisée par le Préfet de

## Le comité régional vous souhaite une bonne et heureuse année

la région en présence du PDG d'AIRBUS, du Président du Conseil Régional, du DRTE... et de l'ensemble des organisations syndicales d'AIRBUS et de leurs instances régionales, permettrait d'exprimer à la fois les inquiétudes et les interrogations des salariés-es mais aussi leurs exigences sociales, les demandes que nous exprimons... d'obtenir des réponses précises. Il n'en fut rien car les préoccupations de nos interlocuteurs étaient ailleurs : celles de présenter le pôle de compétitivité aéronautique... ! Un comble alors que la réunion était convoquée sur la situation dans l'aéronautique et les conséquences chez les sous-traitants ! Malgré l'insistance de la délégation du Comité Régional CGT pour obtenir des réponses aux problèmes posés c'est une fin de non-recevoir que nous avons obtenue

du PDG d'AIRBUS. C'est scandaleux ! et montre avec quel mépris les dirigeants du patronat traitent les salariés, leurs représentants. Lors de la prochaine rencontre avec le Préfet de région qui reçoit le Comité Régional à sa demande, nous renouvellerons notre désapprobation totale quant à cette attitude.

Face à cette situation nos responsabilités sont immenses pour construire le rapport de force dont nous avons besoin en Midi-Pyrénées ! Nous devons aborder la nouvelle année en étant encore plus et mieux à l'offensive. La quinzaine d'actions et d'initiatives revendicatives décidées par la CGT, dans le mois de décembre a permis de faire bouger les choses avec en perspective, la

campagne de déploiement et de renforcement. Il en est ainsi de la forte mobilisation du 8 décembre à Poitiers pour exiger la relaxe des 4 militants de la CGT, plus de 200 participants de Midi-Pyrénées y étaient présents, ainsi que la multitude de luttes engagées dans les entreprises en Midi-Pyrénées : dans les transports urbains, Planète Saturne, à Siemens pour les salaires à Toulouse, à DISTRI-CENTER pour la dignité à Moissac, les aides à domicile en Ariège qui poursuivent l'action pour l'emploi, à la Poste, chez les Cheminots... ces luttes porteuses de revendications diverses marquent la volonté des salariés-es de ne pas subir !

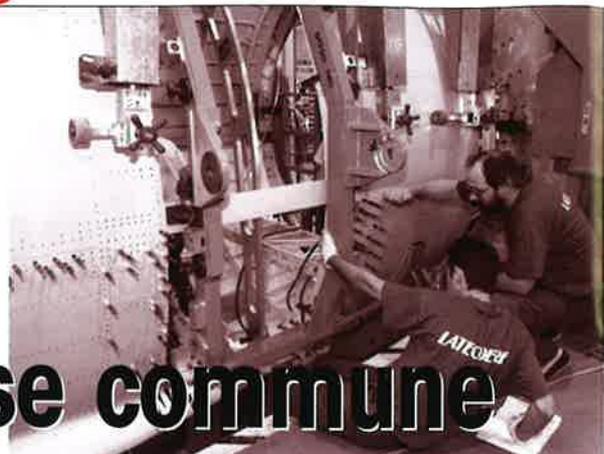
OUI ! nos responsabilités sont décisives en ce début d'année pour continuer à amplifier le mouvement, ancrer l'activité CGT dans

l'entreprise et éviter que la campagne présidentielle ne conduise à marginaliser l'action revendicative et à cultiver l'attentisme ! C'est pourquoi nous ne devons pas ménager nos efforts pour créer les conditions dans la semaine du **22 au 26 janvier 2007** pour nous déployer partout : **"dans les initiatives revendicatives, dans les luttes, dans les assemblées de début d'année pour la "remise des FNI", nous devons fortement et clairement marquer notre démarche CGT : aller au contact des salariés, là où ils sont et comme ils sont, pour leur dire en substance ; et bien n'attendez pas... d'hypothétiques changements politiques : syndiquez-vous, créez le syndicat dans votre entreprise pour faire grandir un rapport des forces qui permette, dans l'entreprise comme à un niveau plus général, de faire respecter vos droits, de défendre vos intérêts et de négocier et d'obtenir tout de suite du mieux dans vos conditions de travail de vie\*\*"**

\* extrait dossier confédéral syndicalisation



# 20 novembre, conférence de presse commune



En effet ce même jour à Toulouse (suite à la réunion régionale des syndicats de l'aéronautique) et à Bordeaux se tenait la conférence de presse des deux Comités régionaux Aquitaine et Midi-Pyrénées pour présenter le plan de travail et les objectifs communs de notre démarche syndicale interrégionale à propos du pôle de compétitivité Aéronautique, Spatial, Systèmes embarqués<sup>1</sup> Extraits :

"La création du pôle de compétitivité aéronautique, spatial, systèmes embarqués sur nos deux régions conforte la dimension interrégionale de ce secteur d'activité, tout en posant de nombreuses questions.

Depuis plusieurs années, la CGT agit pour une véritable politique industrielle, de

recherche, créatrice d'emplois dans les filières et les territoires, s'appuyant sur nos atouts et développant les différents liens de coopération. Elle déplore le manque de politique nationale industrielle.../... Aussi, pour répondre à ces enjeux, la CGT avance des propositions d'activités industrielles diversifiées et de progrès social, avec, par exemple, le statut des salariés, la démocratie, avec la mise en place de comité inter-entreprises, l'utilisation et le contrôle des fonds publics, la participation des organisations syndicales à la gouvernance des pôles...

Ceci dit, cette mise en place donne aux salariés-es et à la CGT de nos deux régions de nouvelles responsabilités. C'est

pourquoi, nous avons décidé de renforcer les coopérations entre nos deux Comités régionaux, d'engager plusieurs initiatives communes.../...

Ensemble nous portons l'exigence du développement de l'emploi dans ce secteur vital pour nos deux régions, la valorisation du travail et des conditions dans lesquelles il s'exerce. Dans ce contexte, de fortes inquiétudes pour l'emploi des salariés-es d'AIRBUS et sous-traitants, nous proposons dans le cadre d'un statut unique du salarié de l'aéronautique à négocier, des dispositifs de sécurisation des parcours professionnels.<sup>2</sup> ■

1/ voir Bulletin Régional N° 167

2/ texte intégral : [www.cgt-midipyrenees.com](http://www.cgt-midipyrenees.com)

## Tisséo

Les conducteurs des transports urbains TISSEO à Toulouse se sont mobilisés pendant le mois de décembre en observant tous les jours une heure de grève aux heures de pointe. Cette mobilisation a permis de faire éclater au grand jour les problèmes et revendications du personnel : pour le droit à la négociation, l'augmentation de leur pouvoir d'achat, pour le respect du dialogue social par l'application de la réglementation sur la négociation obligatoire annuelle face à la volonté de la direction d'imposer un accord ultra-minoritaire signé par FO et la CFTC.



## FAPT

Le 14 novembre les personnels de la Poste et des activités de télécommunications ont participé à la journée nationale d'action à l'appel de la FAPT CGT\*. La grève a été importante des départements de Midi-Pyrénées et a donné lieu à des rassemblements et manifestations dans les principales villes de la région.

\*Fédération des Activités Postales et Télécommunicantes.

## Albi

Dans le cadre de la bataille contre l'emploi précaire dans le commerce, le tout nouveau syndicat CGT du commerce de l'Albigeois se mobilisait ce mois de décembre pour s'opposer à l'ouverture des magasins le dimanche notamment les 24 et 31 décembre. Une initiative en direction de l'opinion qui a rencontré un écho et qui a permis de dénoncer la pression sur les salariés-es et le faux volontariat imposé par les directions d'entreprises. La présence d'un syndicat CGT contraint les directions à payer cette journée double.

## Cheminots Midi-Pyrénées

Après s'être mobilisés fortement lors de la grève nationale unitaire de l'ensemble des cheminots du 8 novembre dernier, les cheminots de Midi Pyrénées ont de nouveau exprimé leur mécontentement.

Cette action s'inscrit dans la poursuite d'un processus revendicatif qui a, dès le 8 novembre dernier, permis de commencer à faire entendre les revendications et d'obtenir de la direction certaines avancées.

Le changement de service chez les roulants qui est toujours l'occasion pour les directions de tenter de gagner en productivité; les conditions de vie de travail des cheminots qui se dégradent, le manque d'effectifs, les réorganisations fret, la gestion par ligne, la qualité de service, l'ouverture des guichets... ont constitué les principales revendications de cette action de grève régionale.

Le processus de mobilisation au niveau régional et local a globalement permis d'engager des négociations à l'issue desquelles des acquis ont été obtenus, sur les questions d'emplois, des conditions de travail, les charges de travail. Souhaitons qu'un coup de frein soit donné à cette pratique unilatérale de la direction sur la décision et l'application de nouvelles réorganisations.../...

Cette lutte aura permis d'engager le recrutement de 41 autorisations d'embauches issues des 1 000 obtenues le 8 novembre dès le début d'année 2007. Nous devons nous préoccuper des embauches à venir concernant le budget 2007.../...

À ces autorisations s'ajoutent et pour la première fois en 4 ans deux stages à la traction pour l'année 2007.

En rappel l'action du 8 novembre avait permis d'obtenir régionalement 9 recrutements supplémentaires pour la fin d'année 2006 (5 en filière transport mouvement, 4 à l'équipement). Avec cette action et les résultats obtenus, nous avons de nouveaux points d'appuis pour continuer à s'opposer à tous les projets néfastes pour l'avenir de l'entreprise et imposer des normes sociales de haut niveau pour tous les salariés.

# Fonction publique et territoriale CGT, 1<sup>e</sup> organisation syndicale



Suite aux transferts des personnels TOS des lycées de l'état vers les régions, des élections anticipées avaient lieu au sein des

conseils régionaux. Les résultats en Midi-Pyrénées confirma la CGT, comme première organisation syndicale au CTP central alors que jusque-là elle n'était pas organisée au sein du Conseil régional. Cette situation n'est pas isolée puisque dans plusieurs conseils régionaux la CGT est en tête, c'est le résultat de l'engagement des militants-es de la profession et un formidable encouragement pour le renforcement de la CGT.

### RÉSULTATS DES ÉLECTIONS AU CONSEIL RÉGIONAL DE MIDI-PYRÉNÉES

	Inscrits		Votants		Exprimés		CGT		CFDT		UNSA		FO		FSU		SUD		TOTAL
	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	
CTP CENTRAL	3175	2275	71.65	2214	97.32	460	20.78	450	20.33	394	17.80	292	13.19	372	16.80	246	11.11		2214
CTP TOS	2411	1724	71.51	1675	97.16	375	22.39	313	18.69	404	24.12	146	8.72	339	20.24	98	5.85		1675
CTP Services Généraux	764	561	73.43	549	97.86	91	16.58	135	24.59	37	6.74	143	26.05	0.00	143	26.05			549
CHS TOS	2403	1709	71.12	1666	97.48	359	21.55	322	19.33	395	23.71	153	9.18	335	20.11	102	6.12		1666
CHS Services Généraux	762	560	73.49	546	97.50	99	18.13	129	23.63	41	7.51	126	23.08	0.00	151	27.66			546

## 1936 : un anniversaire pas comme les autres !

L'initiative de Toulouse le 7 novembre a remporté un vif succès avec une participation de plus de 700 personnes. Cette réussite est le résultat de l'engagement de l'équipe de notre Institut Régional d'Histoire mais aussi des partenariats noués avec les comités d'entreprises SNCF et EDF/GDF, l'engagement également de l'équipe de notre association de tourisme social TLC ! C'est aussi la conception de l'initiative qui a donné lieu à de multiples réalisations dans tous les départements de Midi-Pyrénées qui a permis cette participation. Tout cela montre le besoin de repères et de connaissance des participants et au-delà dans un cadre qui fut à la fois culturel et festif et convivial. Dans un numéro spécial de Repères, bulletin de notre Institut Régional, qui vient de sortir on y trouvera l'intégralité du déroulement et des interventions prononcées ainsi que de nombreuses photos et coupures de presse. Un numéro à ne pas manquer ! Par sa conception et les initiatives qui se sont déroulées il est possible d'envisager un développement régional de notre institut d'histoire par le déploiement et la création de plusieurs instituts départementaux c'est l'ambition que nous porterons dans le cadre de la préparation de l'Assemblée Générale de l'Institut en février.



## Aquitaine/Midi-Pyrénées : Rencontre du 15 décembre Agen



Parution "La Nouvelle Vie Ouvrière" du 22 décembre 2006

S'inscrivant dans nos objectifs de travail commun, les deux comités régionaux Aquitaine et Midi-Pyrénées se sont rencontrés à Agen pour une séance de travail qui débouchera sur de nouvelles initiatives en février. Extraits du rapport d'introduction : .../... pour gagner sur les enjeux concernant l'aéro, il s'agit bien entendu d'ancrer la construction dans, et avec, les syndicats et les syndiqués des donneurs d'ordres et des sous-traitants, travailler à l'élargissement en créant les convergences avec l'ensemble des salariés de nos deux régions. C'est également ce qui avait été abordé lors de la dernière réunion qui a eu lieu à Bordeaux. Rappel des pistes de travail évoquées à cette occasion.

- La nécessité de mettre en place un groupe de travail commun et permanent.
- La tenue d'une conférence de presse à Bordeaux et à Toulouse revenant sur les enjeux et les propositions.

La parution d'un document commun adressé à l'ensemble des syndicats de nos deux régions, inter professionnelle-ment argumentant sur la démarche.

- La réunion de nos deux comités régionaux et des fd concernées pour échanger sur la situation, les arguments et la construction de la démarche, les initiatives pour y parvenir, par exemple : réunion des syndicats par bassin d'emplois.
- La création d'un comité inter entreprise dans le cadre du pôle de compétitivité.
- L'exigence d'un statut des salariés de l'aéro.
- Organiser une rencontre des chercheurs de nos deux régions.
- Nous adresser ensemble aux présidents de régions, aux préfets de régions, aux patronats régionaux, au président du pôle aérospatial valley, pour exiger la mise en place du CE Interentreprises.

Il est bien évident que ce travail engagé doit contribuer à construire et élargir le rapport de force pour agir. Agir au travers d'initiatives communes à nos deux régions sous les formes que les syndicats détermineront à partir d'un travail concret et ancrer revendicativement. Il ne s'agit pas de décider d'initiatives artificielles à quelques uns, mais de se fixer l'objectif de l'efficacité de nos actions. Nous vous proposons donc d'échanger sur ces propositions : en y rajoutant et après discussion avec la fédération des métaux, la tenue d'une initiative en février avec les syndicats concernés de nos deux régions et qui verrait la mise place de ce CE inter entreprise.../...

# Conférence régionale

entretien avec Martine BERNARD-ROIGT, secrétaire régionale

**Bulletin Régional :** *Vous avez le 4 décembre à Tarbes, lors du Conseil du Comité Régional lancer la préparation de la 10<sup>e</sup> conférence régionale, dans quel état d'esprit l'abordez-vous ?*

**Martine BERNARD-ROIGT :** tout d'abord pour engager une bonne préparation il faut savoir le chemin qui a été parcouru depuis la dernière conférence régionale. Aussi un rapide regard à travers un diaporama a permis de faire un premier bilan de l'activité régionale depuis 3 ans. A partir de ce bilan, ce qui saute aux yeux, c'est à la fois l'évolution du contenu de l'activité régionale beaucoup plus ancrée sur des contenus revendicatifs en lien avec les problématiques qui traversent notre région, et les préoccupations des salariés-es et la montée en charge de l'activité régionale. Cette évolution, ce bond qualitatif important de l'activité régionale, n'a été possible que grâce au renforcement des liens entre le comité régional et les professions et au renforcement d'une activité construite avec les syndicats. Cette nouvelle manière de travailler a permis à la CGT Midi-Pyrénées, de faire face à ses responsabilités sur les enjeux de l'emploi industriel, l'aéronautique, les questions de la diversification de l'économie régionale et notre action pour le développement des filières industrielles comme le textile ou le Bois-Papier. Cela nous a également permis de porter des propositions dans le cadre de l'élaboration du Schéma Régional de développement économique qu'a conduit le Conseil régional. Face aux nouveaux enjeux que sont

les pôles de compétitivité dont deux sont implantés en Midi-Pyrénées, nous sommes en situation de travailler avec les syndicats et les professions à la construction de solidarités d'action et de propositions, ainsi nous contribuons au niveau régional à la construction du rapport de force dont nous avons besoin pour peser sur les choix des grands groupes. Cette activité qui touche au Cancéropôle et au pôle aéronautique est maintenant bien engagée, tout comme sur les transports, l'offre de soins en Midi-Pyrénées ou les services publics.

Le deuxième enseignement de ce premier bilan est la montée en charge de manière importante, de l'activité régionale. En effet la dernière période a été marquée par de nombreuses initiatives régionales

construites en partenariat avec des professions ou des UD, l'Institut d'histoire. C'est le 70<sup>e</sup> anniversaire de 1936 qui a connu une forte participation dans les départements de Midi-Pyrénées et un énorme succès lors de la soirée du 7 novembre, ce sont les initiatives autour de l'offre de soins en septembre ou sur les services publics avec le Forum de Cahors en décembre, le travail inter-régional autour des enjeux de l'aéronautique. Là aussi, cette montée en puissance de l'activité régionale a conduit le comité régional à rechercher élargissement de la participation des militants-es et des organisations à cette activité. Il s'est donné les moyens de cette animation avec le secrétariat régional mais aussi avec 5 groupes de travail régionaux et un inter-régional.



# Une préparation inédite !

## construire ensemble, professions, UD, bassins d'emplois !

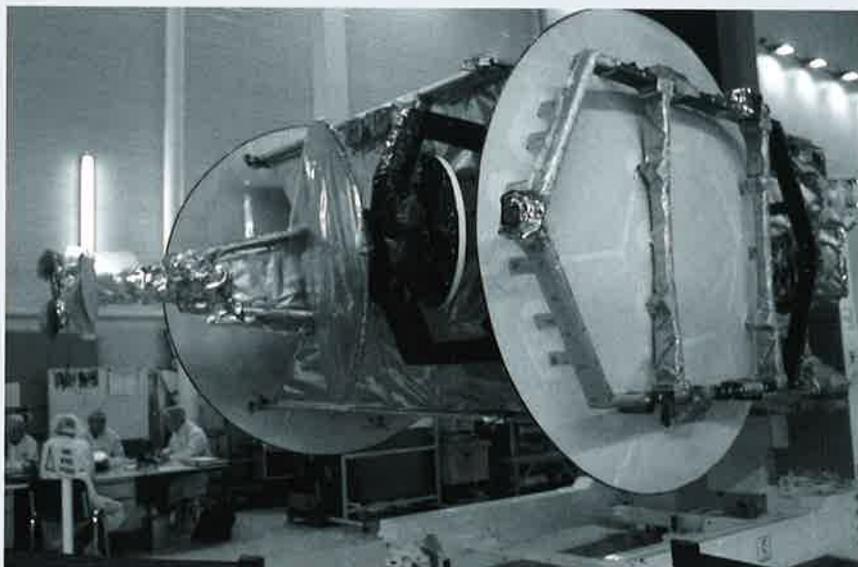
C'est donc un enrichissement de l'activité régionale dont on peut se féliciter qui renforce le travail ensemble professions et territoire. Il correspond également à l'analyse faite lors du 48<sup>e</sup> congrès qui indique notamment que la dimension territoriale et interprofessionnelle de la revendication prend de l'importance et qu'il nous faut encore plus investir les nouveaux lieux d'interventions et de négociations qui s'ancrent sur les territoires.

**Bulletin Régional : à partir de ce bilan comment le Comité Régional envisage-t-il les suites de la préparation ?**

**Martine BERNARD-ROIGT** : ce regard sur notre activité nous permet à partir de la réalité à laquelle les salariés-es sont confrontés-es en Midi-Pyrénées, de constater que nos responsabilités sont immenses

pour construire un syndicalisme en phase avec ce que sont les salariés-es, leurs aspirations et leurs préoccupations, un syndicalisme qui donne confiance, qui permet de résister aux mauvais coups et de lutter pour gagner. Aujourd'hui dans notre région la question essentielle est bien celle de l'emploi, de pouvoir vivre et travailler là où on l'a décidé et pour cela bénéficier d'un emploi, de services publics (transports, éducation, santé...) sur l'ensemble du territoire régional. Le développement inégal du territoire imposé par les politiques publiques mais aussi par les choix des groupes, conçu pour répondre aux objectifs de rentabilité et de productivité des groupes capitalistes et pour augmenter les dividendes des actionnaires, sacrifie l'emploi, développe la précarité et l'insécurité sociale - et l'on voit bien l'impact des choix imposés par AIRBUS sur l'ensemble de la sous-

traitance aéronautique régionale a conduit à creuser les inégalités au sein du territoire régional. Des zones rurales éloignées comme des quartiers en milieu urbain sont exclus de tout développement économique. La dépendance de l'économie régionale à la seule industrie aéronautique et donc aux restructurations en cours, fragilise notre territoire. et l'intensification des conditions de travail. L'action engagée pour le développement de l'emploi et nos atouts industriels comme en ce début 2006, reste bien une question plus que jamais d'actualité. Elle a permis une meilleure prise en compte, par les salariés-es, les militants, des enjeux revendicatifs régionaux, une visibilité nouvelle des propositions de la CGT sur les grands enjeux régionaux qui montrent que d'autres choix sont possibles. Cela n'a pas été sans effet sur la politique du Conseil régional notamment dans le cadre de l'élaboration du SRDE, qui a intégré la question du soutien au développement des filières industrielles comme la filière bois-papier. Mais cela suffit-il ? Nous devons nous interroger comment ensemble nous allons relever le défi de la bataille pour l'emploi dans l'aéronautique car c'est bien l'avenir de Midi-Pyrénées qui est en jeu ! Avons-nous l'ambition de relever ce défi ? Sommes-nous convaincus que la région est bien ce lieu d'intervention pour les luttes et donc pour gagner des conquêtes sociales. Nous devons donc créer les conditions d'un développement du rapport de forces en région pour gagner ! La préparation de notre 10<sup>e</sup> conférence régionale devra, à partir des avancées réalisées, des obstacles rencontrés définir les objectifs et contenus revendicatifs, qu'ensemble UD, professions



# Un collectif de préparation

## pour un syndicalisme, efficace, proche solidaire

nous voulons donner à l'activité régionale. Nous débattons et déciderons de quelle ambition nous voulons pour la CGT Midi-Pyrénées. Si la conférence régionale n'est pas un congrès, elle est bien le moyen que nous nous donnons pour débattre démocratiquement de notre activité et fixer collectivement nos objectifs de travail pour la période à venir.

**Bulletin Régional : quels moyens se donne le comité régional pour impulser cette préparation inédite de la conférence Régionale ?**

**Martine BERNARD-ROIGT** : Cette conférence régionale ne ressemblera pas aux autres d'une part, parce qu'elle s'inscrit dans la mise en œuvre des décisions du 48<sup>e</sup> congrès, et d'autre part parce que le comité régional propose que nous la préparions ensemble UD/Professions/Bassins d'emplois. Cela signifie que nous voulons définir ensemble les priorités sur lesquelles nous voulons agir et les moyens que nous voulons nous donner en Midi-Pyrénées pour construire un syndicalisme efficace, proche, solidaire qui donne confiance et ouvre des perspectives. S'agissant de nos responsabilités en région, la feuille de route est claire et les orientations adoptées, en faisant plus de place à la dimension interprofessionnelle et l'ancrage de l'action revendicative dans les territoires, nous permet de pousser nos ambitions autour des chantiers que nous avons ouverts.

Cela nous amène à évoquer l'outil régional CGT et le besoin de le faire évoluer. Ces questions seront au centre de la préparation, de nos débats et devront déboucher sur des décisions de transformation, le

comité régional propose que la conférence régionale valide les évolutions que nous aurons travaillé à construire ensemble! Le congrès a décidé que "Le Comité Régional devient un lieu où le croisement des structures et des activités professionnelles et interprofessionnelles est indispensable, ses modes de fonctionnement pourraient évoluer en ce sens en y incluant les responsables de bassins d'emplois et les professions dans la réflexion régionale. Le Comité Régional avec les professions pourrait définir des objectifs prioritaires en matière de syndicalisation et le périmètre le plus adapté pour les bassins d'emploi".

En Midi-Pyrénées il ne s'agit pas de débat théorique et nous ne partons pas de rien, nous avons des expériences et des évolutions sont déjà engagées.

**Bulletin régional : et plus précisément quel moyen concret pour engager cette préparation ?**

**Martine BERNARD-ROIGT** : pour parvenir à tenir l'ambition de cette préparation le Comité Régional a décidé de proposer la création d'un collectif de préparation de la conférence régionale. Il serait composé des secrétaires généraux UD ou de leurs représentants, c'est-à-dire du Comité Régional, des représentants et/ou responsables régionaux de professions, des militants-es animateurs ou participant à l'activité des bassins d'emplois. Le conseil du comité régional de Tarbes a largement débattu de cette proposition, il l'a adoptée



en l'enrichissant. Ainsi toutes les professions ne seront systématiquement pas sollicitées afin d'éviter un empilage d'organisations formel, mais nous avons travaillé à une construction où les professions, dans le collectif, seraient représentatives du salariat ou de l'importance économique régionale en veillant à un équilibre public, privé. Ainsi participeront la Métallurgie, la Santé, les Services Publics, le Commerce, la FAPT; les Cheminots et la FNME doivent confirmer leur participation. Pour les bassins d'emplois, cancérpôle; deux UL de Toulouse, Mécanic Vallée, Fijec/Decazeville, Ile Jourdain ainsi que le Ruthénois sont également sollicités de même que l'USR et un syndicat UGICT.

La responsabilité de ce collectif est d'impulser une préparation en mettant toutes les questions à plat pour qu'elles soient débattues et les réponses construites collectivement. Une année d'une instance activité démocratique s'ouvre devant nous!

# 1<sup>er</sup> décembre

## Forum de Cahors

### concrétiser la construction des convergences



**Le Forum sur les Services publics a rassemblé plus de 150 personnes, le matin les militants-es et militantes ont débattu de la situation et des perspectives revendicatives l'après-midi le Forum était ouvert au public, élus-es et personnalités. Après l'accueil de René Gadessaud, secrétaire général de l'UD Lot, Marie-Laurence BERTRAND au nom du Comité régional est intervenue d'abord sur le sens donné au service public, les attaques, les restructurations dont il était l'objet. Elle a ensuite expliqué le sens de la démarche et de l'intervention CGT. Extraits :**

(publications, manifestations, débats, livres blancs). Malgré cette intense activité, nous avons fait le constat qu'il était très difficile de parler ensemble, puisque nous ne parlions pas de la même chose.

Les expérimentations à l'œuvre dans le Lot nous ont fourni l'opportunité de travailler sur un "cas pratique" : fusions et transferts ont obligé les personnels mais aussi les syndicalistes à se parler.

Nous sommes arrivés à la conclusion que nous ne pouvions définir seuls les besoins et les moyens d'y répondre. C'est ainsi que l'idée de ce forum est née!

et de construire des revendications et propositions communes avec le plus grand nombre et qui soient partagées par tous.

**Il s'agit là d'un objectif ambitieux mais pourtant indispensable et surtout incontournable.**

En conclusion à la journée d'étude du 19 septembre, nous disions "le service public sera ce que nous en ferons, ensemble". Usagers, élus, personnels, nous sommes tous des acteurs du service public. Cela nous donne une responsabilité importante :

- comment voulons-nous travailler, étudier, nous déplacer, nous soigner... en un mot vivre, dans le Lot et dans la Région?
- Comment concevons-nous la place et la part prise par les services publics dans l'économie du territoire?
- Quel est le périmètre le plus pertinent pour traiter du dossier?
- Sommes-nous suffisamment entendus, participons-nous à la prise de décision?
- Quelle part voulons-nous prendre au diagnostic et à l'évaluation?

Le travail réalisé ces derniers mois montre que dans le Lot les projets en cours méritent d'être examinés de façon critique, même s'il est possible, et même probable, que nous arrivions à des conclusions très différentes des promoteurs de ces projets. Ils pourront, par contre, être utilisés pour faire des contre propositions qui auraient bien sûr un objectif différent : la promotion d'un territoire dans le but de la satisfaction de l'intérêt général.

Ce forum est une première initiative, il nous appartient maintenant, tous ensemble, à partir des témoignages et des réactions qu'ils susciteront, de fixer des perspectives et des prolongements à notre mobilisation."



### POURQUOI CE FORUM ET POURQUOI LE LOT

Certes ce département est sous le feu des projecteurs avec l'expérimentation de la réforme des services de l'Etat. C'est d'ailleurs le point de départ de nos travaux. Ce département reflète assez bien l'ensemble des réformes et privatisations actuelles. On peut donc considérer que le Lot a valeur d'exemple et donc de point d'appui au minimum régional pour la CGT. Pour la CGT, ce forum s'inscrit dans un processus de construction d'un rassemblement le plus large possible (syndicats, usagers, associations, élus locaux...), d'abord à l'échelle de ce département mais aussi dans les autres territoires de la Région. Si la CGT est aujourd'hui à l'initiative, elle ne revendique pas le monopole de la défense des services publics.

L'enjeu est de dépasser les intentions et de concrétiser la construction des convergences. Notre objectif est d'organiser et amplifier la résistance à la casse des services publics

"Face aux plans et restructurations, le premier impératif a été d'organiser la collecte et la redistribution des informations de toute nature. Nous avons donc créé des outils dont le périmètre et l'activité ont évolué dans le temps.../... Ensemble ou séparément, nous avons construit des initiatives locales, départementales ou régionales

## Rencontre avec...



"Né de parents républicains espagnols, je me prénomme **Jean BONET**. Mon adhésion à la CGT, forgée certainement et inconsciemment par les origines de mes parents

s'est faite naturellement, comme inscrite dans mon ADN.

C'est dans la famille "cheminote" que j'ai fait mes premiers pas de syndiqué, puis de militant de la CGT auprès de camarades qui ont su asseoir mes convictions et déployer mes conceptions de classe.

Elu du personnel au niveau local et régional, Secrétaire du syndicat des cheminots de Capdenac jusqu'en 1991, et de l'Union Locale, poste que j'ai occupé quelques années, je milite toujours à ce niveau et reste intégré dans la structure "cheminote" bien qu'à la retraite depuis 1993. C'est en 1992 que le Secteur fédéral des cheminots m'a sollicité pour occuper le siège de Conseiller au CESR..

Militant de longue date dans l'interprofessionnel, je me suis intégré naturellement dans cette structure pour porter et faire entendre en direct la parole et les conceptions de la CGT.

Véritable phare d'observation et d'action de la région, le CESR est un outil porteur de l'activité syndicale pour peu que nos structures sachent s'en emparer.

Aménagement du territoire, transports, services publics, développement durable, aménagement urbain sont quelques unes des dossiers et avis que nous traitons dans la commission "Aménagement du territoire du CESR" dont s'assume la Présidence à la demande du Comité Régional et ce, dans le cadre des responsabilités partagées à la direction du CESR.

Pour conclure, je dirai que pour un militant de la CGT, le passage au sein du CESR est une expérience enrichissante qui mériterait une meilleure prise en compte par les syndicats et un vécu à faire partager par le plus grand nombre."

# Actualité de l'activité CGT

Congestion dans les villes, désertification du rural, effet de serre!!! Ces seuls éléments devraient suffire pour impulser une politique audacieuse en matière de transports publics, tant en voyageurs qu'en Fret.

Complémentarité des modes, inter modalité devraient être des axes de développement en lieu et place de concurrence et dumping social. Tels ne sont pas les partis pris de Bruxelles et Paris. En région, l'action massive des cheminots en 95 s'opposant à la casse du réseau ferroviaire a abouti à la régionalisation des transports publics ferroviaires, à l'émergence d'une impulsion novatrice en la matière.

Ainsi, dans le cadre du PRT 2000/2006, le nombre de TER a été doublé, le matériel roulant fortement renouvelé, mais cette amélioration notable a surtout profité à l'ag-glo et son isochrone 1 heure. Elle a été entachée par la volonté de la SNCF de revenir sur les avancées obtenues en matière d'effectif, par la mise en œuvre d'un plan industriel tournant le dos à l'intérêt général et au service public dont la traduction la plus visible est le plan Véron en matière de Fret. Mais aussi l'abandon ou le repositionnement du réseau de trains "grandes lignes" qui se traduisent par la suppression d'arrêts et de trains participant à l'aménagement du territoire (Paris/Rodez, trains de nuit, etc...), remettant en cause les fondements du service public qui reposent sur la péréquation des moyens et des coûts. Une bataille a été gagnée grâce à l'action des cheminots, des usagers, mais le chemin de la reconquête est encore semé d'embûches. La première est celui de la pérennisation d'un réseau à bout de souffle. S'il convient de saluer l'orientation politique du Conseil Régional (emprunt de 500 millions d'euros sur 50 ans), reste à voir sa programmation dans le temps, sa destination (régénération,



modernisation, LGV), quel accompagnement financier de l'Etat et de RFF, son adossement qui, pour la CGT, ne peut s'appuyer sur la modulation de la TIPP, impôt par nature injuste qui pèse déjà fortement sur les salariés et les citoyens.

La seconde, c'est la mise en œuvre du PRT de 2° génération. Si nous sommes d'accord sur le fond, nous nous interrogeons sur la forme, notamment sur le cadencement intégral, les inégalités de desserte suivant les territoires, les ruptures de charge sur les relations interrégionales.

La troisième, c'est la question de l'intégration de la région dans un grand couloir d'échange Nord/Sud pour le Fret liée à la traversée des Pyrénées et la connexion au réseau LGV Paris/Bordeaux/Toulouse/Narbonne et son Y vers Barcelone et Marseille.

Du local au global en s'appuyant sur les citoyens/salariés/usagers, il y a lieu de développer les coopérations pour répondre aux besoins économiques et sociaux de la Région. ■

# Les interventions de la CGT



## avis sur les orientations budgétaires 2007

Lors de la dernière assemblée plénière du 23 octobre Marie-Laurence BERTRAND au nom du groupe CGT a notamment déclaré (extraits)

"Cette année, l'actualité économique et politique donne encore plus de gravité à l'exercice : En tout premier lieu, l'annonce de restructurations dans l'industrie aéronautique fait planer de lourdes menaces sur la région Midi-Pyrénées. Le manque de diversification industrielle, que nous avons maintes fois dénoncé, démultiplie le moindre problème dans l'industrie aéronautique.

Le Conseil Régional s'est engagé dans une démarche d'adoption de schémas ambitieux, qui constitueront la colonne vertébrale de l'action publique au niveau régional. Nous avons eu l'occasion, il y a quelques mois, d'exprimer notre satisfaction concernant les axes retenus pour le SRDE. Particulièrement, la volonté d'aider à la diversification en favorisant le développement de filières, nous semblait une excellente nouvelle pour l'avenir. Aussi, la CGT exprime sa déception de ne pas retrouver dans les orientations budgétaires présentées par la Région pour 2007 la traduction de cette volonté politique. La situation actuelle la rend pourtant d'autant plus urgente!

Conditionner les aides publiques à une obligation de résultats en terme de volume et qualité de l'emploi, de développement durable, de formation et de dialogue social nous semble aussi aller dans le sens d'une véritable mesure de leur efficacité. Le contrôle des fonds publics est un élément indispensable de l'évaluation de l'efficacité des politiques publiques.

La politique audacieuse voulue par la Région en matière de transports collectifs doit aussi se décliner en termes financiers : l'engagement de la Région doit être plus net, notamment concernant la régénération du réseau ferroviaire.../...

Les choix gouvernementaux concernant tant les transferts de compétences, la fiscalité, que la contractualisation avec les régions, handicapent considérablement le financement des politiques voulues par la Région. Il est donc tout à fait légitime

de s'interroger sur les conditions de leur réalisation.

Pour autant, il serait dangereux et illusoire de rechercher des solutions ponctuelles sans engager une réflexion de fond sur le dossier dans son ensemble.

Prenons l'exemple des infrastructures de transports : tous les acteurs économiques et sociaux s'accordent à reconnaître leur priorité pour le développement économique. La contribution de tous au travers de la fiscalité est donc justifiée.

Le choix fait par le Conseil Régional, comme d'ailleurs les autres régions françaises, de moduler à la hausse la part régionale de la TIPP n'est pas satisfaisant :

- Le gain pour les finances régionales est marginal
- Paradoxalement, par le biais de la TVA, cette modulation abondera davantage les finances régionales
- Enfin, comme l'indique l'avis, ce choix fait reposer sur les consommateurs la charge des transferts imposés par le gouvernement Rappelons que les entreprises de transport bénéficient, elles, d'une exonération.../..."



La réduction du nombre de sous-traitants et le plan d'économie interne menace directement l'emploi et les conditions de travail des salariés (32200).../... Respect de l'héritage, investissement dans le développement futur du territoire doivent être les principes de l'entreprise en tant qu'acteur du développement économique, et cela porte un nom : la responsabilité sociale et financière des entreprises!



# Distri Center, pour la dignité

exigeons la réintégration des 5 salariées licenciées

"Nous nous appelons Daphné, Stéphanie, Christelle, Bernadette et Joëlle. Nous avons entre 27 et 40 ans et nous étions toutes les cinq salariées de Districenter à Moissac. Nous sommes aujourd'hui licenciées. Après avoir subi vexations, pressions, intimidations et menaces, nous avons toutes réagi, et c'est à peine imaginable, nous avons été licenciées pour "complot contre la responsable du magasin". Cela ne se passe pas à la télé, ni dans un reality-show, mais à Moissac en Tarn & Garonne. Peut-on laisser des patrons disposer ainsi de l'avenir des salariés, et briser leur vie ? Est-ce ainsi, en 2006, que les hommes et les femmes de ce pays peuvent vivre ? Avec la CGT, nous disons NON ! Nous avons

notre dignité, nous ne sommes pas là pour subir et nous taire ! Nous avons essayé de discuter avec notre direction, en lui faisant part du harcèlement dont nous étions victimes et qui nous touchait au plus profond de notre vie privée... (insultes subies : tu fais le trottoir..., ce n'est que ta mère qui est décédée... tu es conne et grosse...).

Nous avons cru honnêtement que nous serions entendues. Hé bien, non ! Nous avons été jetées comme des pestiférées. Où est la justice ? Dans quel monde vivons-nous ? Combien de salariés subissent le même sort ?".

C'est par ce texte d'une poignante vérité que les 5 salariées de DISTRI-CENTER de Moissac ont dénoncé publiquement la

situation qui leur était faite depuis des années. Une situation tellement archaïque et scandaleuse que les grands médias nationaux s'en sont emparés ! Elles appelaient avec l'UD CGT82 à manifester ce samedi 9 décembre à Moissac, plusieurs centaines de participants de tous horizons sont venus témoigner de leur soutien et de leur volonté que les 5 salariés maintenant syndiquées à la CGT soient réintégrer dans leur dignité, de salariées, de femmes tout simplement. Le secrétariat régional ainsi que des camarades des UD Lot et Hautes-Pyrénées participaient à la manifestation !

A suivre...

## Hautes-Pyrénées, contre le racisme !

Des actes de racisme, de discriminations se produisent chaque jour, sous les formes les plus diverses et ces questions se trouvent au cœur de nos débats de société. C'est pourquoi l'UD CGT des Hautes-Pyrénées, en référence à ses textes fondateurs, a sollicité de nombreux mouvements d'éducation populaire et associations et qu'ensemble ils ont décidé la mise en œuvre dans le département d'une semaine d'éducation contre le racisme et les discriminations. Ensemble, la CGT et 14 associations et mouvements du département ont décidé de proposer des outils de réflexion permettant de

repérer les actes de racisme et de discriminations et de mener des actions collectives pour prévenir et empêcher ces actes. Quelles solutions efficaces pour enrayer une spirale infernale qui creuse un fossé de plus en plus grand entre les diverses populations, qui rend de plus en plus compliquée une mixité sociale ? Cette semaine d'éducation est le résultat d'un large échange et d'une confrontation des points de vue des différents partenaires, portée par un projet, elle se déroulera du 19 au 23 mars 2007 avec l'objectif, **d'informer** pour que la connaissance des droits et des devoirs favorise une prise de

conscience. **Débatre** pour interroger les représentations de chacun en perpétuelle évolution. **Se rencontrer** afin d'inlassablement tisser et retisser du lien social, trouver et retrouver une fraternité, une dignité nécessaires. Les actions se mèneront auprès des différents publics là où ils sont, établissements scolaires, quartiers, entreprises...

Edition d'une plaquette d'information, expositions, débats avec des écrivains, des historiens, projection de films seront les outils et les supports de cette semaine d'éducation contre le racisme. Une initiative originale qui mérite d'être connue.

## Déclaration des comités régionaux



### débat public, à propos du POLT

Le débat public sur le projet de Ligne à Grande Vitesse (L.G.V.) Poitiers/Limoges est lancé à grands renforts médiatiques. Vingt réunions ont été programmées. La CGT s'est inscrite dans ces débats avec l'ensemble de ses structures locales, départementales et régionales. Le seul dossier crédible ALTERNATIF qui aille, est le POLT (Paris, Orléans, Limoges, Toulouse) avec du matériel TGV, pendulaire et l'amélioration progressive de l'infrastructure existante.

Il place les régions Limousin et Centre, en particulier, dans un temps de parcours pour Paris proche de celui qui passerait par Poitiers. La région Midi-Pyrénées bénéficie de la continuité de l'axe avec Cahors et Toulouse.

Les améliorations apportées dès 2008, sur la ligne classique Poitiers/Limoges (infrastructures, temps de parcours réduit, projet de 9 allers-retours TER), renforceront à la fois l'aménagement des territoires intermédiaires et les échanges entre les deux villes. L'irrigation produite, par la complémentarité entre les dessertes ferroviaires de type régional et celles nationales et européennes à Limoges (POLT) comme à Poitiers (TGV),

sera optimisée au lieu d'être concurrentielle et sélective comme avec le projet de barreau de TGV. Cela favorisera l'ouverture vers le Massif Central également.../...

Or pour la CGT le débat public a déjà eu lieu. En effet, le POLT avait fait l'objet d'une concertation exemplaire de l'ensemble des acteurs politiques, économiques et sociaux des régions impliquées. Il a été plébiscité par les populations en raison de son intérêt vital pour les territoires traversés.../...

De plus, et contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, la région Midi Pyrénées n'est pas qu'intéressée par le TGV Bordeaux/Toulouse (prolongement du T.G.V.A. (Train Grande Vitesse Atlantique), dont la réalisation n'est d'ailleurs pas pour demain!

Le POLT répond à un enjeu primordial : l'aménagement harmonieux et équilibré du territoire. Le POLT c'est : 3 millions de citoyens concernés, 6 régions et 32 départements impliqués, dont la Creuse, le Lot, l'Aveyron vers Midi Pyrénées et le prolongement vers l'Espagne.

Si ce projet voit le jour, c'est la saturation à brève échéance du flux voyageurs drainé d'un côté sur l'arc atlantique et de l'autre sur le canal rhodanien; est-ce à dire que le Centre de la France est condamné à voir circuler des trains frets européens privés au détriment de sa population?.../...

Comme aucun argument ne peut justifier ce projet, les porteurs de celui-ci tentent de dévier le débat en confondant 2 débats :

1° La nécessité de développer les relations entre les 2 capitales régionales que sont Poitiers et Limoges,

2° La nécessité de créer **un axe permettant de désenclaver le centre de la France.**

Il y a en effet nécessité de développer la liaison entre les 2 capitales régionales, mais cela ne passe pas par le TGV. Cela passe par la modernisation, sans suppression d'emplois, le plus rapidement possible, de la ligne Poitiers-Limoges pour mettre en 2008 les 2 villes à 1 h30, permettant d'irriguer l'ensemble du territoire traversé.

Mais si l'on pousse le raisonnement, qui ferait que le développement de 2 capitales régionales passe par le TGV, alors il faut un grand plan de modernisation, revoir les schémas de transports, pour instituer cela entre toutes les capitales régionales.

En définitive, puisque ce projet ne répond ni aux souhaits des populations, ni à l'aménagement du territoire, qu'en plus il est plus cher et moins rentable que le POLT, le gouvernement s'honorerait de rétablir la continuité républicaine, qu'il a rompu en ne respectant pas la signature de contractualisation du POLT de novembre 2001.

Le temps presse, point besoin d'attendre 2015 ou 2020 pour répondre à cette exigence territoriale qui répond aux besoins sociaux et qui peut être satisfaite grâce au POLT dans les 2 ans. ■

**Le POLT répond à un enjeu primordial : l'aménagement harmonieux et équilibré du territoire**

## CSI Montpellier

Le 14 décembre s'est déroulé à Montpellier le comité directeur du CSI Pyremed dont l'objectif était de préparer le plan de travail de 2007. En juin, l'Assemblée générale élira une nouvelle présidence pour deux se sera au tour de la CGT d'assurer cette responsabilité. L'après-midi du 14 décembre se tenait un séminaire sur le travail saisonnier.

## Santé Auch

Le ministre aux personnes âgées a fait le déplacement à Auch en décembre pour inaugurer une nouvelle maison de retraite, cette visite à permis à l'USD Santé 32 de dénoncer au cours d'une conférence de presse et un rassemblement la pénurie des moyens et la réalité des conditions de travail des personnels de ces établissements.

## CGT Haute-Ariège

L'union locale CGT Haute-Ariège s'installe dans de nouveaux locaux, l'occasion pour les militants de l'union locale en présence du secrétaire général de l'UD de célébrer cet événement autour d'un pot fraternel.



Départ  
Toulouse  
de mai  
à septembre

### BULGARIE CLUB 3000

Promo 22 juin 2007

1 semaine  
à partir de  
**510€**

Tourisme • Loisirs • Culture

3, rue Merly - 31000 TOULOUSE

Tél : 05 61 29 83 29 - Fax : 05 61 23 88 34



